



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE

UN LIBRARY

JUL 27 1966



Distr.  
LIMITEE

T/L.1117  
22 juillet 1966  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Trente-troisième session  
Point 14 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1ER JUILLET 1965 AU JUILLET 1966

Document de travail préparé par le Secrétariat

Première partie

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU CONSEIL

A. Composition

1. La composition du Conseil le 1er janvier 1966 était la suivante :

Etats Membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Australie

Etats-Unis d'Amérique

Nouvelle-Zélande

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Etats Membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Chine

France

Union des Républiques socialistes soviétiques

Etat Membre élu par l'Assemblée générale

Libéria

Date d'expiration du mandat  
31 décembre 1968

## B. Bureau

2. M. Francis D. W. Brown (Royaume-Uni) et Mlle Angie Brooks (Libéria) ont été élus respectivement Président et Vice-Présidente au début de la trente-troisième session le 27 mai 1966.

## C. Sessions et séances

3. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil a tenu les séances ci-après : trente-troisième session (127<sup>lème</sup> à 129<sup>ème</sup> séances, du 27 mai au \_\_ juillet 1966.

4. Toutes les séances ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

## D. Procédure

5. Le Conseil n'a apporté aucune modification à sa procédure pendant la période considérée.

## E. Relations avec le Conseil de sécurité

6. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415<sup>ème</sup> séance le 7 mars 1949 et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a continué à exercer les fonctions qui, au titre du régime de tutelle, incombent à l'Organisation des Nations Unies en matière politique, économique et sociale et en matière d'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et il a présenté un rapport sur la question au Conseil de sécurité<sup>1/</sup>.

## F. Relations avec les institutions spécialisées

7. Les représentants de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont participé aux travaux du Conseil pour les questions qui les intéressaient.

---

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt et unième année, Supplément spécial No 1 (S/\_\_\_\_)

8. L'OMS a présenté au Conseil un rapport<sup>2/</sup> sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/PET.10/37).

## CHAPITRE II

### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

9. Le Conseil était saisi des rapports annuels des autorités administrantes sur les Territoires sous tutelle ci-après :

Territoires sous tutelle	Autorité administrante	Années sur lesquelles portent les rapports	Dates auxquelles les rapports ont été reçus par le Secrétaire général	Note du Secrétaire général transmettant les rapports
Nauru	Australie	Année terminée le 30 juin 1965	20 avril 1966	T/1648
Nouvelle-Guinée	Australie	Année terminée le 30 juin 1965	26 avril 1966	T/1649
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	Etats-Unis d'Amérique	Année terminée le 30 juin 1965	25 mai 1966	T/1652

10. Le tableau ci-dessous donne des indications complémentaires sur l'examen des rapports annuels :

Territoires sous tutelle	Nom du représentant spécial	Séances au cours desquelles le rapport annuel a été examiné
Nauru	M. R. S. Leydin Chef supérieur Hammer De Roburt (conseiller) M. Detsimea (conseiller)	1285ème 1288ème à 1293ème 1295ème
Nouvelle-Guinée	M. G. W. Toogood M. Dirona Abe (conseiller) M. Tei Abal (conseiller)	1278ème 1280ème à 1284ème 1286ème, 1294ème

<sup>2/</sup> T/1647; voir aussi le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité (S/\_\_\_\_\_).

### CHAPITRE III

#### EXAMEN DES PETITIONS

##### A. Examen des pétitions

11. A sa trente-troisième session, le Conseil a examiné deux pétitions distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur et trois pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 du même article. On trouvera ci-après des précisions sur les pétitions que le Conseil a examinées et étudiées et sur la suite qu'il leur a donnée. Ce qui a trait à l'examen des pétitions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

##### B. Pétitions concernant Nauru

12. Le Conseil était saisi d'une pétition concernant Nauru qui avait été distribuée conformément au paragraphe 2 de l'article 85 de son règlement intérieur, car elle concernait des problèmes généraux (T/PET.9/L.1). Le pétitionnaire proposait, "par la transformation complète de l'île tout entière envisagée par des spécialistes du tourisme, des sciences naturelles, de la sylviculture et du génie civil ainsi que par des architectes et autres experts", de "faire de Nauru un centre touristique attrayant". Cette pétition a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil pendant l'examen par ce dernier de la situation à Nauru. A sa 1292ème séance, le 19 juillet 1966, le Conseil a décidé, sans objections, de prendre note de la pétition.

##### C. Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée

13. L'une des pétitions (T/PET.8/20) concernait une jeune fille indienne née aux îles Fidji qui, ayant posé sa candidature afin d'enseigner en Nouvelle-Guinée, s'était vu répondre que sa demande ne pouvait être acceptée parce qu'elle n'était pas en mesure d'obtenir la nationalité australienne. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré à la 1290ème séance que le fait à retenir était que l'intéressée avait sollicité un poste pour lequel elle n'était pas qualifiée et auquel en conséquence elle n'avait pas été nommée. Il était exact que lorsqu'elle

/...



avait présenté sa demande, les lois d'immigration alors en vigueur dans le Territoire empêchaient de la nommer à un poste permanent au Papua ou en Nouvelle-Guinée, mais ces dispositions avaient depuis lors été modifiées. Dans ces conditions, le Conseil a décidé, sans objections, de prendre note de la pétition et d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, et notamment sur les observations contenues dans le document T/OBS.8/10.

14. Une autre pétition visait la discrimination dont seraient l'objet "toutes les personnes de couleur, et par exemple les Chinois et les Japonais, qui résident en Nouvelle-Guinée" (T/PET.8/21). Le pétitionnaire déclarait qu'ayant commencé à fonder une école chinoise en 1956 à Kavieng en Nouvelle-Guinée, il s'était heurté à des obstructions de la part de l'Autorité administrante qui refusait d'accorder une autorisation de séjour à des enseignants qui étaient citoyens de la République de Chine. Invoquant la Charte des Nations Unies, il demandait que toutes les personnes de couleur qui habitent en Nouvelle-Guinée soient traitées à égalité avec les citoyens d'autres pays, auxquels on permettait d'entrer librement en Nouvelle-Guinée. Il demandait au Conseil de tutelle d'intervenir. A la 1290ème séance, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il était inexact d'affirmer que les autres groupes nationaux pouvaient entrer dans le Territoire sans aucune restriction. Le visa n'était délivré qu'à certaines conditions, sans distinction de nationalité. En outre, les membres de la communauté chinoise n'étaient pas des Néo-Guinéens autochtones. C'était pour empêcher la formation d'un groupe national hétérogène trop important dans une Nouvelle-Guinée en voie d'accéder à l'indépendance que l'entrée dans le Territoire de personnes ayant ladite nationalité avait été limitée, dans l'intérêt même du développement du pays. Quant aux personnes d'origine chinoise dont la présence dans le Territoire remontait avant l'Administration australienne, l'Autorité administrante avait promulgué des dispositions leur permettant de devenir des citoyens australiens et de recevoir l'assistance du Gouvernement australien, et la majorité d'entre eux avaient profité de cette possibilité. L'enseignement donné dans le Territoire était laïque et contrôlé par l'Etat. Certaines écoles de missions, qui ne répondaient pas aux normes prescrites par la loi sur l'enseignement

n'étaient pas comme homologuées par l'Etat et n'avaient pas droit à l'aide officielle, laquelle pouvait comprendre des mesures nécessaires pour faire venir des professeurs dans le Territoire. Dans ces conditions, le Conseil de tutelle a décidé, sans objections, de prendre note de la pétition et d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et notamment sur celles qui figurent dans le document T/OBS.8/11.

#### CHAPITRE IV

##### VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

###### Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (1967)

15. A sa 1293ème séance, le Conseil a décidé d'envoyer en 1967 une mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. La composition et le mandat de la Mission figurent dans le rapport du Conseil au Conseil de sécurité (S/\_\_\_\_).

#### CHAPITRE V

##### ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE ET SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

###### A. Observations générales

16. A sa 1293ème séance, le Conseil de tutelle a examiné, conjointement avec la question de la coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la question de l'accession des territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Pendant l'examen de la situation dans les territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, à sa trente-troisième session, le Conseil s'est particulièrement préoccupé des mesures prises pour transférer tous les pouvoirs aux peuples des ces territoires, conformément à leur désir et à leur volonté librement exprimés, afin de leur permettre de jouir le plus tôt possible de l'autonomie ou d'une indépendance complète. Lors de cette séance, l'accent a été mis plus particulièrement sur la

/...

nécessité de fixer des dates pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance. Les observations présentées à titre individuel par les membres du Conseil, ainsi que les conclusions et recommandations pertinentes du Conseil, sont exposées dans le rapport au Conseil de sécurité en ce qui concerne le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et dans les chapitres pertinents de la deuxième partie du présent rapport en ce qui concerne Nauru et la Nouvelle-Guinée.

17. Par ses résolutions 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 et 1810 (XVII) du 17 décembre 1962 créant un Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale demandait notamment au Conseil de tutelle d'aider le Comité spécial dans sa tâche. Comme suite à cette demande, le Président du Conseil de tutelle a adressé au Président du Comité spécial une lettre par laquelle il lui faisait savoir qu'à sa trente-troisième session, le Conseil avait examiné la situation dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée et que ses conclusions et recommandations, ainsi que les observations présentées à titre individuel par les membres du Conseil, figuraient dans le rapport au Conseil de sécurité, pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et dans le rapport à l'Assemblée générale, pour Nauru et la Nouvelle-Guinée. Le Président du Conseil de tutelle ajoutait qu'il était disposé à discuter avec le Président du Comité spécial toute autre assistance que le Comité spécial pourrait demander au Conseil de tutelle.

B. Résolution de l'Assemblée générale sur la question du Territoire sous tutelle de Nauru /2111 (XX)/

18. Par sa résolution 2111 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale a :

- a) réaffirmé le droit inaliénable du peuple nauruan à l'autonomie et à l'indépendance; b) invité l'Autorité administrante à prendre immédiatement des mesures pour donner suite à la proposition des représentants du peuple nauruan concernant la création d'un conseil législatif avant le 31 janvier 1966; c) prié l'Autorité administrante de fixer la date la plus proche possible, mais au plus tard le 31 janvier 1968, pour l'accession du peuple nauruan à l'indépendance, conformément à ses vœux; d) prié en outre l'Autorité administrante de prendre immédiatement des mesures pour remettre en état l'île de Nauru de manière que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine, et invité l'Autorité administrante à faire rapport au Conseil de tutelle lors de sa trente-troisième session sur la mise en oeuvre de ladite résolution.

19. A sa 1285ème séance, le Conseil a décidé d'examiner la résolution 2111 (XX) de l'Assemblée générale conjointement avec le rapport annuel de l'Autorité administrante pour la période considérée.

[A compléter]

Observations présentées à titre individuel par les membres du Conseil de tutelle

20. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que la résolution de l'Assemblée générale sur la question du Territoire sous tutelle de Nauru [2111 (XX)] avait trait aux aspects les plus importants de la vie de la population de Nauru, à savoir l'octroi de l'indépendance au Territoire et les conditions dans lesquelles cette indépendance serait accordée. Les événements qui se sont déroulés depuis l'adoption à une écrasante majorité de cette résolution avait cependant montré que l'Autorité administrante n'avait pas donné suite à toutes les recommandations qu'elle contenait. C'est ce qui expliquait peut-être, a-t-il dit, que la délégation australienne à la session en cours du Conseil de tutelle ait catégoriquement refusé de se conformer à une demande aussi simple que celle qui était formulée dans la résolution et visait à ce qu'un rapport distinct soit présenté sur l'application de la résolution de l'Assemblée générale concernant Nauru.

21. En ce qui concerne l'application du paragraphe 3 du dispositif de la résolution, à savoir la fixation d'une date pour l'octroi de l'indépendance à Nauru, la documentation dont disposait le Conseil montrait que l'Autorité administrante n'avait faite aucune déclaration précise quant à l'échelonnement des étapes devant aboutir à l'indépendance de Nauru. L'explication qu'elle avait donnée de cette omission était fort peu convaincante. Comme auparavant, les colonisateurs australiens

/...

essayaient de mettre en doute l'aptitude du peuple nauruan à se développer dans l'indépendance et cet aspect de la question avait été évoqué dans la presse mondiale qui avait signalé que l'Australie doutait qu'un territoire aussi petit que celui de Nauru ait un avenir en tant que pays indépendant. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé que des opinions analogues avaient été exprimées au moment où les représentants du peuple nauruan avaient eux-mêmes déclaré que le Territoire était prêt pour l'indépendance. A cet égard, a-t-il dit, la délégation de l'Union soviétique appuyait sans réserve le point de vue des représentants de la population autochtone du Territoire.

22. Le représentant de l'URSS a dit que le déroulement des débats sur Nauru à la session en cours du Conseil de tutelle, avait clairement indiqué que le peuple nauruan était prêt depuis longtemps à s'administrer lui-même.

23. Il a ajouté qu'en ce qui concerne l'inaction des colonisateurs au sujet de la fixation d'une date pour l'indépendance de Nauru, il tenait à attirer l'attention sur la position illogique de l'Australie. Lorsque le Conseil étudiait la situation d'autres territoires sous tutelle, le représentant de l'Australie déclarait que l'indépendance devait leur être accordée conformément au vœu des populations autochtones. Le peuple nauruan avait très clairement exprimé son désir d'accéder à l'indépendance en 1968. Toutefois, l'Australie se refusait à tenir compte de ce vœu pour fixer la date exacte de l'octroi de l'indépendance.

24. Quant aux dispositions de la résolution 2111 (XX) selon lesquelles l'Autorité administrante devait prendre immédiatement des mesures pour remettre en état l'île de Nauru de manière que le peuple nauruan puisse y vivre en tant que nation souveraine, elles avaient également été ignorées. La délégation de l'Union soviétique estimait que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Australie de prendre des mesures immédiates pour appliquer la résolution 2111 (XX) et remplir ainsi ses obligations à l'égard du peuple nauruan.

25. La représentante du Libéria a dit que l'Autorité administrante avait déclaré sans équivoque que, selon sa politique à l'égard des territoires sous tutelle placés sous son administration, il appartenait aux peuples des territoires de décider de leur avenir. Ce principe était conforme à l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies relatif au vœu librement exprimé des populations des territoires sous tutelle. Dans des termes également sans équivoque, a-t-elle poursuivi, le peuple nauruan, par l'intermédiaire de ses représentants, a informé l'Autorité administrante

/...



et le Conseil de tutelle qu'il avait choisi l'indépendance et qu'il souhaitait devenir indépendant le 31 janvier 1968.

26. Au sujet du paragraphe 3 de la résolution 2111 (XX) de l'Assemblée générale, cependant, elle a déclaré que sa délégation ne partageait pas le scepticisme de l'Autorité administrante, selon laquelle l'indépendance devrait être remise jusqu'au moment où les organes législatifs nouvellement créés auraient eu le temps d'affermir leur position et de sonder les profondeurs de certains des problèmes les plus délicats qui se posaient à tout gouvernement. Tout d'abord, a-t-elle dit, comme le montraient les renseignements dont on disposait, le retard apporté à l'établissement de ces organes était imputable à l'Autorité administrante. En second lieu, les Nauruans étaient un peuple éclairé, grâce aux efforts de l'Autorité administrante qui méritait d'être félicitée à cet égard.

27. La délégation libérienne recommandait que le Conseil de tutelle invite l'Autorité administrante à appliquer, d'ici la fin de la trente-troisième session du Conseil, les dispositions du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2111 (XX) de l'Assemblée générale.

28. La représentante du Libéria a déclaré que les Nauruans avaient demandé, tout comme l'Assemblée générale dans la résolution 2111 (XX), que l'Autorité administrante prenne immédiatement des mesures pour remettre en état les terres à phosphates épuisées. La délégation libérienne était fermement convaincue que ce projet était réalisable. La représentante du Libéria a déclaré que les Nauruans avaient proposé de prendre à leur charge les deux tiers du coût des opérations; elle espérait bien que ce geste aurait une certaine répercussion sur la situation, qu'il accélérerait la décision de mettre le projet en route, et qu'à la session suivante du Conseil, l'Autorité administrante serait en mesure d'indiquer que la remise en état des terres à phosphates épuisées était déjà en bonne voie. La délégation libérienne n'était pas d'avis que l'indépendance devait être retardée en attendant que les terres soient complètement remises en état, car, en fait, les Nauruans habitaient l'île, et il faudrait encore 25 à 30 ans avant que celle-ci ne soit complètement dépouillée de ses gisements de phosphates. Ce que l'Autorité administrante devait faire, c'était prendre des mesures rapides pour remettre en état les terres épuisées. Il s'agissait là d'un projet dont l'exécution durerait de nombreuses années.

/...

29. La délégation libérienne était convaincue qu'aucun obstacle sérieux ne s'opposait à ce que l'indépendance soit octroyée au peuple de Nauru le

31 janvier 1968 par l'Autorité administrante, et que les difficultés auxquelles les Nauruans se heurteraient pour continuer à vivre sur leur île natale étaient surmontables; c'était d'ailleurs le désir des Nauruans de rester dans cette île.

30. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la création du Conseil législatif et du Conseil exécutif, initiative qui offrait en fait aux Nauruans une beaucoup plus grande possibilité de gérer leurs propres affaires, ne pouvait être considérée à la légère. Conçue comme une étape vers l'autodétermination, a-t-il ajouté, la création de ces deux conseils avait été décidée en réponse à la demande présentée par les Nauruans eux-mêmes concernant une initiative de ce type, et elle était conforme au rapport de 1965 du Conseil de tutelle et au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2111 (XX) de l'Assemblée générale. Il n'avait jamais été dans l'intention de la Nouvelle-Zélande ni des deux autres Autorités administrantes de refuser l'autodétermination au peuple nauruan.

31. Se référant à la remarque du représentant de l'Union soviétique selon laquelle l'Autorité administrante n'avait pas soumis le rapport distinct prévu dans la résolution 2111 (XX), le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il avait appelé l'attention sur ce point dans sa déclaration liminaire lorsqu'il avait invité le Conseil à considérer la totalité de ladite déclaration comme fournissant les renseignements demandés dans la résolution considérée.

32. Le représentant spécial a déclaré que, durant l'intervalle relativement court qui avait suivi la session précédente du Conseil de tutelle, en consultation étroite et constante avec le peuple nauruan, l'Autorité administrante avait nommé un Comité d'experts chargé d'examiner la question de ce que l'on avait appelé la remise en état des terres à phosphates épuisées, et de conseiller le peuple nauruan et l'Autorité administrante sur la question. Une enquête de ce type ne pouvait être exécutée à la hâte et sans réflexion. Comme il l'avait dit dans sa déclaration liminaire, le rapport avait été soumis au Gouvernement australien ainsi qu'à

/...



l'organe législatif récemment institué dans le Territoire sous tutelle, à savoir le Conseil législatif. Toutefois, ni le Gouvernement australien ni le Conseil législatif n'avaient encore eu le temps de l'étudier. Le représentant spécial avait mentionné ce fait au Conseil de tutelle au cours de sa déclaration liminaire et avait promis que des exemplaires du rapport de ce Comité seraient soumis en temps opportun. C'était là, selon lui, une question qui entraînait incontestablement et de façon absolument pertinente dans le cadre d'un rapport du type demandé dans la résolution 2111 (XX).

33. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a dit qu'il était exact que le peuple nauruan, par l'intermédiaire de son distingué Chef supérieur avait dit que le moment était venu d'accéder à l'indépendance et que cette accession aurait lieu en janvier 1968. L'Autorité administrante, pour sa part, était plus prudente et suggérerait d'attendre que les organes constitutionnels nouvellement créés aient eu le temps de se développer pleinement, de se renforcer, et de mesurer l'ampleur de certains des problèmes les plus difficiles auxquels se heurte tout gouvernement, quel qu'il soit. Il était exact que le Chef supérieur avait dit au Conseil que si l'Autorité administrante envisageait des pourparlers devant avoir lieu deux ou trois ans après la création du Conseil législatif, le peuple nauruan envisageait lesdits entretiens pour 1967. Le représentant spécial a déclaré que, toutefois, le Chef supérieur avait dit également qu'il ne s'attendait pas à rencontrer de problèmes dans ce domaine.

34. Le représentant spécial a dit qu'il espérait avoir donné la preuve au Conseil de tutelle que sa délégation avait en fait fourni un rapport complet et adéquat, comme le demandait la résolution 2111 (XX). Il espérait que le Conseil serait d'avis qu'il avait réussi à réfuter les tentatives faites pour laisser entendre que l'Autorité administrante était indifférente aux résolutions de l'Assemblée générale ou aux aspirations du peuple nauruan, mais qu'au contraire, elle avait déployé durant les 12 mois qui avaient suivi la session précédente du Conseil de tutelle une activité intense, et qu'elle était présentement prête à de nouvelles discussions importantes avec les représentants nauruans concernant l'avenir de la gestion de l'industrie des phosphates et la possibilité de la remise en état des terres épuisées.

C. Résolution de l'Assemblée générale relative à la question  
du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et du  
territoire du Papua /2112 (XX)/

35. Dans la résolution 2112 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, a invité la Puissance administrante à appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et, à cette fin, à fixer sans tarder une date pour l'indépendance, conformément aux vœux librement exprimés de la population, et prié l'Autorité administrante de soumettre un rapport au Conseil de tutelle à sa trente-troisième session.

36. A sa 1278<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé d'examiner la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante pour la période considérée. A sa 1294<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les initiatives qui avaient été prises concernant ladite résolution dans cette section du rapport. On trouvera les recommandations et conclusions adoptées par le Conseil de tutelle à sa trente-troisième session concernant la fixation d'une date pour l'indépendance de la Nouvelle-Guinée dans la deuxième partie de ce document (chap. II, sect. VI, par \_\_\_\_). Les observations des membres du Conseil concernant spécifiquement la résolution 2112 (XX) sont publiées ci-après.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions

37. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la rédaction plutôt catégorique de la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale était assouplie par la réserve contenue dans l'expression "conformément aux vœux librement exprimés de la population". Il a dit que la Nouvelle-Zélande avait voté la déclaration sur le colonialisme et l'avait appuyée. Mais la Nouvelle-Zélande n'était pas disposée à appuyer la résolution 2112 (XX) relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, telle qu'elle avait été adoptée en définitive, cette résolution préjugait dans une trop grande mesure, à la fois le résultat final et le calendrier de l'accession à l'autonomie, et cette présentation doctrinaire n'était pas justifiée, pour tant qu'on le sache, par les vues de la population du Territoire.

38. Le représentant du Libéria a déclaré que la délégation de l'Australie n'avait manifesté aucune intention de respecter la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale, et qu'elle l'avait bafouée au point de ne pas faire rapport sur sa mise en oeuvre au Conseil, comme l'Assemblée l'avait demandé. En réponse à une /...

question posée par la délégation libérienne concernant la résolution 2112 (XX) et sa mise en oeuvre, le représentant de l'Autorité administrante avait récité un passage de la résolution adoptée par la Chambre d'assemblée de Port-Moresby. Si la population gérait véritablement ses propres affaires, peut-être cette réponse aurait-elle été suffisante, mais la Chambre d'assemblée n'avait que des fonctions extrêmement limitées et avait pour fonction principale, en quelque sorte, d'entériner la politique de l'Administration. D'autre part, la composition de cette chambre permettait de se demander si elle était vraiment représentative de la population.

39. Le représentant du Libéria s'est référé à une déclaration faite par le Ministre d'Etat pour les territoires en avril 1966, dans laquelle celui-ci avait dit : "Le gouvernement n'a aucune intention d'imposer à la population du Territoire des changements constitutionnels dont elle ne veut pas ou pour lesquels elle ne s'estime pas prête. C'est là l'attitude du gouvernement en ce qui concerne la politique future du Papua et de la Nouvelle-Guinée, malgré les résolutions 1514 (XV) et 2112 (XX)." Le représentant du Libéria voulait savoir quelles étaient les véritables intentions du Gouvernement australien en ce qui concerne l'avenir politique du Territoire, étant donné que M. Barnes avait déclaré de façon si catégorique que son gouvernement n'avait aucun désir d'imposer de changements constitutionnels. Pouvait-on en conclure que le Papua et la Nouvelle-Guinée étaient condamnés à jamais aux chaînes du colonialisme. C'est la question que posait le représentant du Libéria.

40. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Conseil de tutelle était en train d'examiner une question extrêmement importante, à savoir la situation en Nouvelle-Guinée et les résultats de la mise en oeuvre par l'Autorité administrante de la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale. Il tenait à souligner que cette résolution demandait à l'Autorité administrante de "fixer sans tarder une date pour l'indépendance, conformément aux vœux librement exprimés de la population" de la Nouvelle-Guinée et du Papua. Le rapport de l'Autorité administrante et les réponses aux questions posées par les membres du Conseil de tutelle avaient montré que l'on avait trop peu fait jusqu'ici en ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions des résolutions 2112 (XX) et 1514 (XV). Dans un certain nombre de cas, les intérêts des habitants autochtones avaient été complètement négligés, et leurs droits vitaux foulés aux pieds.

41. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que le représentant de l'Union soviétique s'était référé à la résolution 2112 (XX) et avait à juste titre mis l'accent sur le membre de phrase : "conformément aux vœux librement exprimés de la population". Lui-même et ses collègues s'étaient efforcés tout au long du débat de souligner combien le Gouvernement australien se préoccupait des vœux librement exprimés de la population. C'était là ce qui avait le moins d'importance pour l'Union soviétique et le plus de prix pour l'Australie.
42. Le représentant de l'Autorité administrante a cité un passage d'une déclaration faite devant le Parlement australien le 21 avril 1966 par le Ministre des territoires au sujet de la Nouvelle-Guinée et des questions soulevées par le Comité constitutionnel lors de ses conversations avec le Gouvernement australien. D'après cette déclaration, le gouvernement avait réaffirmé que sa politique concernant le Papua et la Nouvelle-Guinée reposait sur le principe de l'autodétermination et qu'il appartenait au peuple du territoire de mettre fin au régime auquel il était soumis et, s'il le désirait, d'opter pour l'indépendance, le moment venu. Si la population souhaitait conserver des liens d'association avec l'Australie après l'autonomie, elle devrait obtenir l'accord du Gouvernement australien qui serait alors au pouvoir.
43. Le représentant de l'Autorité administrante a également cité un extrait d'une déclaration faite le 7 juillet 1966 par le Ministre des territoires, selon laquelle la politique du gouvernement concernant le Papua et la Nouvelle-Guinée reposait sur le principe de l'autodétermination. Le Ministre avait déclaré que le gouvernement jugeait inopportun de chercher à déterminer, à ce stade, le type de liens qui pourrait être établi ultérieurement à une date indéterminée, à supposer que la population du territoire souhaite conserver des liens d'association avec l'Australie.
44. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'en invitant les membres du Comité spécial à se rendre à Canberra en vue d'entretiens préliminaires, le Gouvernement australien avait uniquement voulu permettre aux membres de ce comité de se faire une idée plus nette des divers types de liens particuliers qui pourraient, à une date quelconque, s'établir entre le Papua et

la Nouvelle-Guinée d'une part et l'Australie d'autre part. Cette question devait nécessairement retenir l'attention du Comité et il appartenait à la population de faire savoir à la Chambre d'assemblée, par l'intermédiaire du Comité spécial, quel type de liens elle souhaitait voir s'établir.

45. Le représentant spécial a déclaré qu'un ou deux représentants ayant exprimé des doutes quant aux intentions du Gouvernement australien à l'égard du peuple de la Nouvelle-Guinée, il souhaitait se référer à la déclaration faite le 7 juillet 1966 par le Ministre d'Etat australien des territoires. Le Ministre avait déclaré que la politique du gouvernement concernant le Papua et la Nouvelle-Guinée reposait sur le principe de l'autodétermination. Cela signifiait que le peuple du territoire était libre de mettre fin s'il le désirait au régime actuel et d'opter pour l'indépendance. Mais le Papua et la Nouvelle-Guinée étaient également libres de rester territoire australien aussi longtemps qu'ils le désiraient. Si, au moment où ils choisiraient d'exercer leur droit à l'autodétermination, ils décidaient de conserver des liens d'association avec l'Australie, la forme de cette association serait déterminée avec l'accord du Gouvernement australien qui se trouverait alors au pouvoir. Le Ministre avait déclaré qu'il n'existait pas encore d'opinion bien arrêtée commune à l'ensemble du territoire et qu'il était nécessaire que l'évolution politique fût véritablement fondée sur les vœux de la population elle-même. L'avenir constitutionnel du territoire était orienté vers l'autonomie interne.

46. Le représentant spécial a indiqué qu'en faisant cette déclaration, le Ministre chargé des territoires avait de nouveau confirmé l'intention indiscutable du Gouvernement australien de s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de tutelle et de la Charte des Nations Unies.



## CHAPITRE VI

### AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE TUTELLE

#### A. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle

47. Le programme de bourses de l'ONU destiné aux habitants des territoires sous tutelle a été instauré par la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale en date du 18 janvier 1952. Conformément à la procédure approuvée par le Conseil de tutelle au sujet de la gestion de ce programme, le Secrétaire général est invité à présenter chaque année au Conseil un rapport contenant tous renseignements utiles sur l'exécution du programme.

48. Le rapport du Secrétaire général<sup>3/</sup> présenté au Conseil à sa trente-troisième session était le quinzième rapport annuel; il portait sur la période allant du 20 mai 1965 au 20 mai 1966 et contenait des renseignements détaillés sur l'utilisation effective des bourses et moyens de formation offerts par 11 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Pendant cette période, les bourses offertes par 11 Etats Membres n'ont fait l'objet, selon les renseignements communiqués au Secrétaire général, d'aucune demande de la part des habitants des trois derniers territoires sous tutelle.

49. A sa 1286<sup>ème</sup> séance, le Conseil a examiné le rapport sur le programme de bourses destiné aux habitants des territoires sous tutelle. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, si les Autorités administrantes s'étaient réellement souciées d'accorder la liberté et l'indépendance aux territoires sous tutelle, elles auraient utilisé les bourses offertes par certains Etats et profité des conditions favorables établies par eux pour la formation de spécialistes autochtones hautement qualifiés. Il a noté que, depuis longtemps, les Autorités administrantes empêchaient la population autochtone d'aller faire des études à l'étranger et a appelé l'attention de ces autorités sur le fait qu'une telle politique freinait le développement du territoire et le retardait dans sa préparation à l'indépendance et à l'autonomie. Le représentant de l'Australie a déclaré que 42 étudiants du territoire étaient allés étudier outre-mer au cours des dernières années, grâce notamment à des offres faites par l'entremise des institutions spécialisées des Nations Unies. Qui plus est, le Gouvernement australien

---

<sup>3/</sup> T/1654 et Add.1 et 2.

n'avait jamais rejeté aucune demande de bourse émanant d'un étudiant capable. Comme les membres du Conseil ne l'ignoraient pas, l'Autorité administrante était en train de créer une université et un institut d'enseignement technique supérieur. Il était essentiel que le plus grand nombre possible d'étudiants autochtones utilisent les moyens ainsi mis à leur disposition. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a dit que toutes les offres tendant à permettre à des étudiants et spécialistes des territoires sous tutelle d'aller étudier à l'étranger étaient les bienvenues. Les offres de bourses émanant d'Etats Membres étaient portées à la connaissance de la population dans l'ensemble du territoire sous tutelle. Si un seul étudiant du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique avait jusqu'à présent posé sa candidature en vue d'obtenir une bourse, c'était parce que, pour pouvoir profiter de ce genre de bourses, il fallait consacrer beaucoup de temps à l'étude d'une langue nouvelle, celle du pays hôte. Certaines bourses étaient naturellement utilisables dans des pays où l'enseignement était dispensé en anglais. Mais il ressortait de l'examen des bourses en question que les frais de voyage et autres étaient souvent à la charge du bénéficiaire. A ce jour, 42 bourses offertes par l'assistance technique des Nations Unies et par les institutions spécialisées avaient été utilisées dans 14 pays différents et six candidatures étaient à l'examen pour l'année à venir.

50. Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général et a appelé l'attention des Autorités administrantes sur les observations formulées par les membres du Conseil au cours de l'examen du rapport.

B. Diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

51. En application des résolutions 36 (III) du Conseil de tutelle, en date du 8 juillet 1948, et 754 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1953, le Conseil était saisi à sa trente-troisième session du rapport annuel du Secrétaire général<sup>4/</sup> sur les dispositions prises en coopération avec l'Autorité administrante en vue de diffuser dans les territoires sous tutelle des documents officiels de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des renseignements sur les buts et activités de l'ONU et le régime international de tutelle.

<sup>4/</sup> T/1651.



52. Ce rapport qui portait sur la période allant du 1er juin 1965 au 31 mai 1966 mentionnait le nombre total des diverses publications, les programmes radio-phoniques sur les questions dont s'occupent les Nations Unies, les messages enregistrés à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme tant par le Président de l'Assemblée générale que par le Secrétaire général et le message du Président du Conseil de tutelle à l'occasion de la Journée des Nations Unies ainsi que les nouveaux films. Parmi les publications qui ont fait l'objet d'une large distribution dans les territoires pendant l'année, il y a lieu de citer la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la brochure Les Nations Unies et la décolonisation.

53. Le rapport a été examiné à la 1286ème séance, au cours de laquelle le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a suggéré qu'à l'avenir les rapports ne se bornent pas à énumérer les documents diffusés et à indiquer où et comment ces documents avaient été distribués mais précisent également les territoires et les catégories de population qui n'avaient pas reçu de renseignements de ce genre. Le représentant de l'Union soviétique souhaitait également savoir à quels obstacles s'étaient heurtés les centres d'information des Nations Unies et les représentants des autorités administrantes dans leurs efforts pour diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de l'Australie, exposant brièvement les activités du Centre d'information des Nations Unies de Port Moresby a indiqué que ce centre oeuvrait énergiquement et efficacement avec l'aide de l'Autorité administrante, qui accordait des facilités, des fonds et des moyens de transport. Le Centre se trouvait ainsi en mesure de fournir des renseignements qui étaient diffusés dans l'ensemble du territoire par les moyens d'information de masse.

54. Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général et a appelé l'attention des autorités administrantes sur les observations formulées par les membres du Conseil au cours de l'examen du rapport.

Deuxième partie

SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

[Cette partie contiendra les chapitres du rapport relatifs à la situation à Nauru et en Nouvelle-Guinée, dans la version finale adoptée par le Conseil de tutelle à sa trente-troisième session.]

---